

---

## Les enjeux de la crise démographique en Russie

---



Anatoli Vichnevski

*Juin 2009*

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et économiques, chercheurs et experts à l'échelle internationale.

***Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.***

**Centre Russie/NEI**

**© Droits exclusivement réservés – Ifri – Paris, 2009**

**ISBN : 978-2-86592-551-3**

**IFRI**

27 RUE DE LA PROCESSION  
75740 PARIS CEDEX 15 – FRANCE  
TEL. : 33 (0)1 40 61 60 00  
FAX : 33 (0)1 40 61 60 60  
E-MAIL : [ifri@ifri.org](mailto:ifri@ifri.org)

**IFRI-Bruxelles**

RUE MARIE-THERESE, 21  
1000 BRUXELLES  
TEL. : 32(2) 238 51 10  
FAX : 32 (2) 238 51 15  
E-MAIL : [info.eurifri@ifri.org](mailto:info.eurifri@ifri.org)

SITE INTERNET : [www.ifri.org](http://www.ifri.org)

---

## **Russie.Nei.Visions**

---

*Russie.Nei.Visions* est une collection numérique consacrée à la Russie et aux nouveaux États indépendants (Biélorussie, Ukraine, Moldavie, Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Tadjikistan et Kirghizstan). Rédigés par des experts reconnus, ces articles policy oriented abordent aussi bien les questions stratégiques et politiques qu'économiques.

Cette collection respecte les normes de qualité de l'Ifri (évaluation par des pairs et suivi éditorial).

Si vous souhaitez être informé des parutions par courrier électronique, vous pouvez écrire à l'adresse suivante : [info.russie.nei@ifri.org](mailto:info.russie.nei@ifri.org)

### **Derniers numéros**

– Aurel Braun, « L'OTAN et la Russie : perceptions des menaces après la Géorgie », *Russie.Nei.Visions*, n° 40, mai 2009 ;

– Thomas Gomart, « Russie : Obama à l'épreuve de l'héritage Bush », *Russie.Nei.Visions*, n° 39, avril 2009 ;

– Stephen Blank, « La Russie et l'Amérique latine : manœuvres géopolitiques dans le voisinage des États-Unis », *Russie.Nei.Visions*, n° 38, avril 2009.

## Auteur

---

Anatoli Vichnevski est directeur de l'Institut de démographie de l'Université d'État – Haut Collège de l'Économie (Moscou) et rédacteur en chef de l'hebdomadaire on-line *Demoscope Weekly*, qui paraît depuis 2001. Diplômé de l'université de Kharkov en 1958, il a commencé à mener des études démographiques dans les années 1960 à Kiev puis, à partir de 1971, à Moscou. Dans les années 1990, il a enseigné comme professeur invité dans plusieurs universités françaises, notamment, entre 1995 et 2000, à l'Institut d'Études Politiques de Paris. Il est l'auteur de plus de 340 publications scientifiques, dont les monographies *Demografičeskaâ revoluciâ* [La révolution démographique] (1976), *Vosproizvodstvo naseleniâ i obšestvo* [Le renouvellement de la population et la société] (1982), *Serp i rubl'* (1998), également publié en France (*La faucille et le rouble*, Gallimard, 2000), *Demografičeskaâ modernizaciâ Rossii : 1900-2000* [La modernisation démographique de la Russie, 1900-2000] (2000, sous la dir.).

Il dirige également les rapports démographiques annuels *Naselenie Rossii* [La population de la Russie] édités depuis 1993. Dernière publication : *Rossiâ pered licom demografičeskih vyzovov* [La Russie face aux défis démographiques], Rapport du Programme des Nations unies pour le Développement (PNUD) sur le développement du potentiel humain dans la Fédération de Russie pour l'année 2008, dont il l'un des directeurs de l'équipe d'auteurs.

# Sommaire

---

<b>RESUME .....</b>	<b>4</b>
<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>5</b>
<b>LA BAISSSE DE LA NATALITE .....</b>	<b>7</b>
<b>UNE MORTALITE ELEVEE .....</b>	<b>11</b>
<b>LES TROIS ETAPES DE LA DEPOPULATION .....</b>	<b>16</b>
<b>LA MIGRATION .....</b>	<b>22</b>
<b>CONCLUSION .....</b>	<b>26</b>

## Résumé

---

Les défis démographiques auxquels la Russie est confrontée sont propres à tous les pays développés, mais sont amplifiés par des facteurs historiques ayant donné un cours particulièrement défavorable à plusieurs tendances de fond. Les défis principaux résident dans la conjonction d'une mortalité très élevée et d'une natalité très basse, qui donne lieu à un accroissement naturel négatif sur le long terme et à un décroissement global de la population du pays. S'y ajoutent aujourd'hui d'autres problèmes, liés à la dégradation de la répartition de la population par tranches d'âge, à la réduction de la population active et à la hausse de la charge démographique, essentiellement à cause du vieillissement.

Même si une politique démographique et migratoire efficace venait à être mise en œuvre dans le pays, il est impossible, à court et moyen termes, d'inverser les tendances négatives et de stabiliser – et, *a fortiori*, d'accroître – la population de la Russie. C'est pourquoi une politique réaliste devrait essayer de corriger les tendances qui peuvent être corrigées (obtenir une baisse de la mortalité et une certaine augmentation de la natalité, attirer et intégrer un certain nombre de migrants) et adapter les institutions économiques et sociales à ceux des éléments de la nouvelle réalité démographique sur lesquels les autorités n'ont aucune emprise (réduction et vieillissement de la population).

## Introduction

---

La situation démographique de la Russie est déterminée dans une large mesure par les caractéristiques des trois principaux processus démographiques : la natalité, la mortalité et la migration. Aujourd'hui, ces indicateurs ne sont guère favorables, et le contexte démographique du pays est souvent qualifié de critique. Les manifestations les plus évidentes de la « crise démographique » sont une natalité extrêmement basse ; une mortalité élevée ; un solde naturel négatif et la baisse durable de la population (dépopulation) qui en découle ; le vieillissement démographique ; et le reflux de la population des régions orientales de la Russie.

Si tous ces aspects négatifs sont indéniables, les facteurs qui déterminent les tendances générales de chacun de ces trois processus sont de nature différente. Réunir toutes ces tendances dans la formule générale de « crise démographique » ne fait que compliquer l'analyse et n'aide certainement pas à comprendre les tenants et les aboutissants des processus.

Penser qu'il s'agit d'une crise démographique conjoncturelle – que l'on associe souvent à la crise globale que la Russie a connue dans les années 1990 –, permet d'espérer que la sortie de crise aura inévitablement une influence bénéfique sur la situation démographique. Une telle lecture justifie les efforts politiques consentis pour approcher ce tournant afin de revenir à la situation antérieure, où le renouvellement démographique était important et la population du pays à la fois croissante et relativement jeune. Il arrive encore que cet espoir soit exprimé dans les déclarations de certains responsables russes<sup>1</sup>, même si la position officielle – énoncée, notamment, dans la « Conception de la politique démographique de la Fédération de Russie jusqu'en 2025 »<sup>2</sup> – ne laisse aucune raison de se montrer aussi optimiste. Ce document prévoit, d'ici à 2025, l'accroissement de l'espérance de vie à 75 ans et la hausse de l'indice conjoncturel de fécondité à 1,9-2 enfants par femme. Cependant, la combinaison de ces

---

Traduit du russe par Boris Samkov.

<sup>1</sup> Lors d'une présentation au Forum mondial de la sécurité sociale – session de l'Assemblée générale de l'Association internationale de la sécurité sociale (AISS) en septembre 2007, le ministre de la Santé et du Développement social de la Fédération de Russie, Mikhaïl Zourabov, a déclaré : « D'ici à 2014-2015, nous devons mettre fin au décroissement naturel de la population. Il s'agit d'une priorité absolue ». Cet objectif a été confirmé en 2008, lors d'une rencontre avec le président Vladimir Poutine, par Tatiana Golikova, qui a succédé à M. Zourabov : « D'ici à 2012, le taux de mortalité va égaler le taux de natalité, ce qui signifie que le décroissement naturel de la population s'arrêtera ».

<sup>2</sup> « Conception de la politique démographique de la Fédération de Russie jusqu'en 2025 », entérinée par le décret n° 1351 du président de la Fédération de Russie signé le 9 octobre 2007.

indices ne suffirait même pas à assurer un simple renouvellement de la population.

Si la société admettait que la situation démographique actuelle est le résultat d'une tendance historique profonde et irréversible, alors sa réaction devrait être différente. Les objectifs utopiques et irréalistes doivent être abandonnés. Il s'agit d'accepter et de s'adapter à une situation nouvelle et irrévocable, de faire évoluer les institutions sociales en fonction de cette situation et de repenser certaines approches politiques nées dans un contexte radicalement différent. Pour cela, il est nécessaire de comprendre les spécificités de chacun des principaux processus démographiques (natalité, mortalité et migration) et leur évolution.



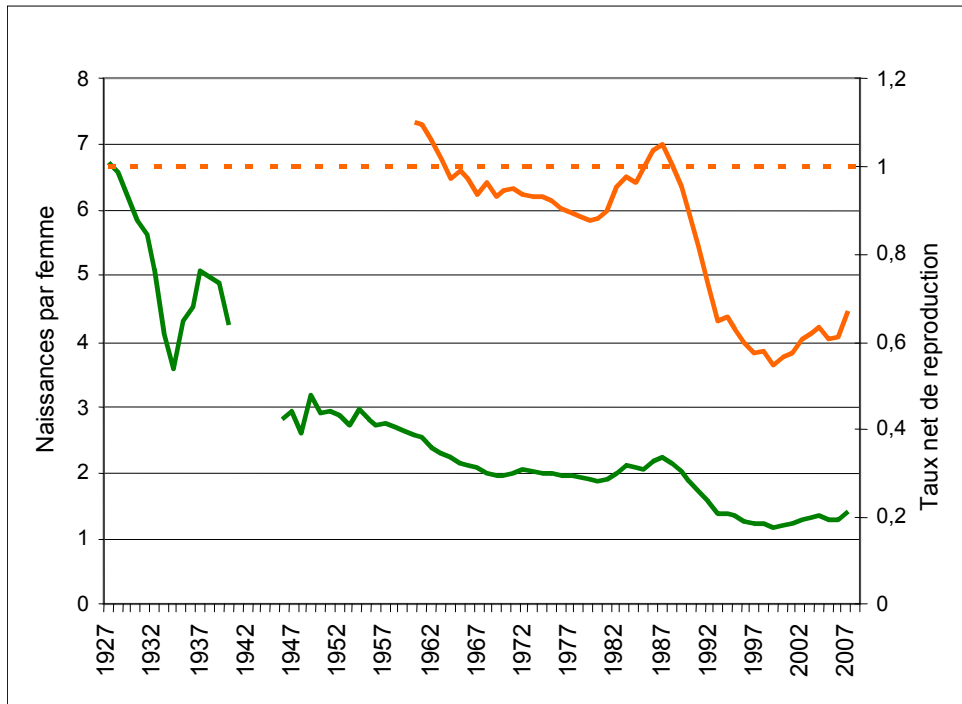
## La baisse de la natalité

---

Parmi les tendances démographiques considérées comme négatives, la baisse de la natalité attire généralement la plus grande attention. L'opinion publique perçoit la baisse brutale de la natalité constatée lors des difficiles années 1990 avant tout comme une conséquence de la crise économique et sociale due à la « période de transition ». Par conséquent, la société espérait, et continue d'espérer, un rebond de la natalité une fois la crise terminée (certains voient déjà des signes d'une telle relance). Malheureusement, la situation semble plus complexe et ne laisse guère de raisons de se montrer optimiste.

La natalité en Russie n'a cessé de décroître tout au long du XX<sup>ème</sup> siècle, notamment à partir de la fin des années 1920, quand le pays est entré dans une période d'industrialisation et d'urbanisation accélérée (gr. 1). Au milieu des années 1960, l'indice conjoncturel de fécondité (nombre de naissances par femme) est passé pour la première fois au-dessous du niveau de remplacement des générations (la ligne en pointillés sur le gr. 1) et a continué de baisser. Dans les années 1990, ces tendances se sont accentuées. Cet indicateur a atteint son point le plus bas en 1999. À partir de 2000, il a commencé à remonter lentement, mais n'est toujours pas sorti de la zone de « très basse natalité » (moins de 1,5 naissance par femme). Ainsi, le niveau de fécondité actuel ne permet d'assurer qu'aux deux tiers la reproduction de la population.

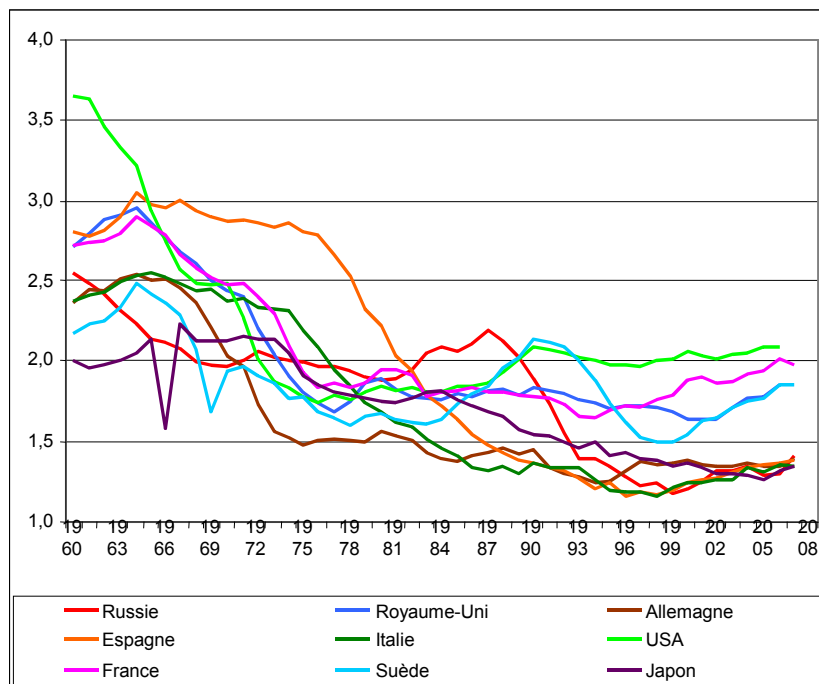
**Graphique 1. Indice conjoncturel de fécondité (1927-2007, échelle de gauche) et taux net de reproduction en Russie (1960-2007, échelle de droite).**



Sources: E. M. Andreev, L. E. Darskij, T. L. Har'kova, *Demografičeskaâ istoriâ Rossii: 1927-1959* [Histoire démographique de la Russie : 1927-1959], Moscou, Informatika, 1998, p. 164-165 ; *Demografičeskij ežegodnik Rossii 2000* [Annuaire démographique de la Russie 2000], Moscou, Goskomstat Rossii, 2000, p. 94, 116 ; *Demografičeskij ežegodnik Rossii 2008* [Annuaire démographique de la Russie 2008], Moscou, Rosstat, 2008, p. 95, 111.

Il est tout à fait infondé de considérer la très basse natalité comme l'une des conséquences de la crise systémique qu'a connue la société russe à la fin du XX<sup>ème</sup> siècle. À en juger par les indicateurs quantitatifs de la fécondité et le type de comportement procréateur qu'ils révèlent, la Russie a suivi et continue de suivre une voie commune à tous les pays économiquement développés de la planète : dans la plupart de ces pays, la fécondité est basse, voire très basse (gr. 2). Le fait que toutes les sociétés industrialisées et urbanisées connaissent une situation comparable interdit d'attribuer ce phénomène à une crise spécifiquement russe. Il s'agit plutôt d'une crise commune à toute la civilisation urbaine, de type industriel et post-industriel, dont les raisons ne peuvent être expliquées et traitées efficacement à l'échelle d'un seul pays.

**Graphique 2. Indice conjoncturel de fécondité en Russie et dans certains autres pays industrialisés (1960-2007).**



Source : *Demoscope Weekly*, <<http://demoscope.ru/weekly/app/app4007.php>>.

Pour les pays développés, une faible fécondité et ses conséquences (ralentissement, arrêt ou baisse de la croissance de la population) peuvent se révéler désastreuses, à une époque où la population des pays en développement ne cesse d'augmenter. C'est pourquoi de nombreux pays mettent en place des mesures démographiques spécifiques censées stimuler la fécondité et enrayer sa baisse.

De tels espoirs existent également en Russie dont les autorités prennent de temps à autre des mesures pro-natalistes dont elles attendent une hausse de la fécondité à plus ou moins long terme. À partir de 2007, cette tendance s'est accentuée : de nouvelles mesures natalistes ont été introduites et d'autres, plus anciennes, consolidées.

Une mesure appelée « capital maternel » a particulièrement attiré l'attention : il s'agit d'une somme (environ 10 000 dollars) soumise à indexation, remise sous la forme d'un certificat spécial lors de la naissance ou de l'adoption du deuxième enfant et des enfants suivants. La mère (parfois le père) peut utiliser cette somme à partir du troisième anniversaire de l'enfant, ou trois ans après l'adoption. Cet argent ne peut être dépensé que pour acquérir un logement, financer les études des enfants ou alimenter l'épargne de retraite de la mère<sup>3</sup>. De plus, l'allocation d'aide versée lors des premiers dix-huit mois de l'enfant a été augmentée et le cercle de personnes éligibles à cette allocation élargi ; les conditions d'obtention des allocations pour la grossesse et l'accouchement ont été

<sup>3</sup> Suite à la crise financière, la Douma a adopté une loi autorisant les familles ayant contracté des crédits afin d'acheter un logement à utiliser le capital maternel pour rembourser la dette principale ou les intérêts à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2009, indépendamment du temps écoulé depuis la naissance ou l'adoption du deuxième enfant ou des enfants suivants.

légèrement améliorées ; le remboursement des frais engagés pour la consultation gynécologique et les services des maternités a également été revu à la hausse ; le remboursement des frais engagés pour les institutions pré-scolaires a été introduit, etc. Ces mesures natalistes du gouvernement, qui suscitent des espoirs, vont probablement continuer à être développées.

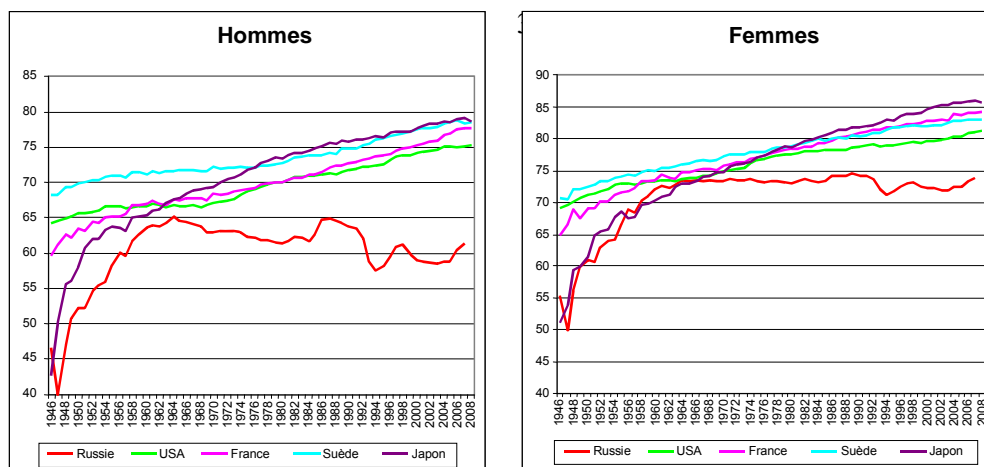
Toutefois, les démographes se montrent très prudents. La conjoncture et les mesures politiques peuvent influencer sur les indicateurs *courants* de la natalité, peser sur son « calendrier » en accélérant le « rythme de la procréation », c'est-à-dire l'âge des mères de différentes générations au moment de la naissance des enfants et les intervalles entre les naissances consécutives – et donc modifier le taux de fécondité d'une année à l'autre. Cependant la descendance finale de cohortes féminines dépend très peu de ces changements. Elle n'évolue que très progressivement, sans fluctuations brusques que l'on peut observer sur les indices de fécondité « transversaux » du moment, sensibles à la conjoncture, et qui attirent l'attention des observateurs non avertis. Or, le « jeu » avec le « calendrier » de la natalité constitue un facteur conjoncturel en soi et peut se révéler inefficace, voire dangereux à cause des vagues démographiques qu'il provoque. C'est ce qui s'est passé dans les années 1980, quand une hausse de courte durée de l'indice conjoncturel de fécondité « transversal », stimulée par des mesures natalistes, s'est superposée à l'augmentation du nombre de femmes en âge de procréer (suite à l'importante natalité des années 1950), ce qui a conduit à une augmentation significative du nombre de naissances avant de provoquer sa baisse brutale dans les années 1990.

En analysant la probabilité d'une inflexion positive à long terme de la natalité à la suite des mesures démographiques actuelles, les experts remarquent que, même dans un cas de figure favorable (ce qui paraît compromis par la crise économique actuelle), seules les femmes nées dans les années 1990 ou plus tard pourront être sensibles à ces mesures natalistes. Cependant, même si elles parviennent à profiter pleinement des possibilités qui s'offrent à elles et à donner naissance, au final, à plus d'enfants par femme que les générations précédentes, leur contribution à la totalité des naissances ne peut pas être très élevée, puisque leurs générations sont elles-mêmes numériquement faibles. Par conséquent, une augmentation conjoncturelle de la fécondité, même si elle a lieu, ne sera pas en mesure de contrer une tendance plus lourde à la dépopulation.

## Une mortalité élevée

La deuxième composante principale de la situation démographique précaire de la Russie est une mortalité qui a toujours été supérieure à celle de la plupart des pays économiquement développés, ainsi qu'à celle de plusieurs pays d'Europe de l'Est et des anciennes républiques soviétiques. Si dans les années d'après-guerre, la mortalité en Russie a significativement baissé, en grande partie grâce à l'introduction des antibiotiques, et s'est rapidement rapprochée des États les plus avancés de l'époque, le pays ne participe plus à la baisse générale de la mortalité depuis plus de quatre décennies. Cette période, qui a commencé au milieu des années 1960 et se poursuit à ce jour, est devenue pour la Russie celle de la stagnation – une stagnation particulièrement notable en comparaison avec les succès des pays d'Europe de l'Ouest et d'Amérique du Nord ou encore ceux du Japon (gr. 3).

**Graphique 3. Espérance de vie à la naissance en Russie, en France, en Suède, aux États-Unis et au Japon, 1946-2008**



Source : *Demoscope Weekly*, <<http://demoscope.ru/weekly/app/app40e0.php>>.

Les comparaisons internationales mettent en évidence la crise profonde du système de santé russe. Dans les années 1970, l'espérance de vie en Russie a chuté, notamment chez les hommes. En 1979-1980, elle a atteint son niveau le plus bas : 61,5 ans pour les hommes et 73 ans pour les femmes. Les années 1980 ont connu une certaine amélioration : l'espérance de vie a lentement progressé. Cette tendance s'est significativement renforcée en 1985-1987, à l'occasion de la campagne antialcool menée par les autorités. Cependant, dès 1988, une rechute se produit, qui a duré sept ans et atteint un niveau particulièrement bas

en 1993-1994. En 1995, un nouveau tournant, positif cette fois, s'est dessiné. Au début de 1998, l'espérance de vie masculine avait significativement augmenté avant de diminuer à nouveau. Des tendances positives sont constatées depuis 2003, mais on ne peut pas parier sur leur durabilité : pour l'heure, l'espérance de vie en Russie, notamment chez les hommes, accuse un retard considérable par rapport à la majorité des pays développés. Le plus souvent, ce retard est plus important qu'il ne l'était au début du XX<sup>ème</sup> siècle (tab.1).

**Tableau 1. Retard de la Russie en années d'espérance de vie à la naissance par rapport aux États-Unis, à la France, à la Suède et au Japon en 1900, 1965 et 2007.**

Année	Hommes				Femmes			
	Par rapport aux États-Unis	Par rapport à la France	Par rapport à la Suède	Par rapport au Japon	Par rapport aux États-Unis	Par rapport à la France	Par rapport à la Suède	Par rapport au Japon
1900	15,92	12,68	20,27	14,53	16,15	14,10	20,80	13,10
1965	2,21	2,89	7,15	3,10	0,53	1,41	2,78	-0,47
2007	13,76	16,17	17,00	17,80	7,07	10,22	9,10	12,09

Les échecs en matière de protection de la santé et de la vie des Russes, et le retard croissant par rapport aux autres pays qu'ils ont induit, sont à l'origine d'immenses pertes démographiques. D'après certaines estimations, entre 1966 et 2000, si les taux de mortalité par tranche d'âge en Russie avaient évolué au même rythme que la moyenne dans les pays de l'UE, aux États-Unis et au Japon entre 1961 et 1996, et que la fécondité et la migration étaient restées les mêmes, il y aurait eu – sur la période 1996-2000 – 14,2 millions de décès en moins, dont presque 10 millions dans la tranche d'âge 15-65 ans (dont environ 8 millions d'hommes)<sup>4</sup>.

Les succès qu'ont connus tous les pays industriellement développés, y compris la Russie, dans la lutte contre la mortalité au XX<sup>ème</sup> siècle s'expliquent par ce qu'il convient d'appeler la « transition épidémiologique » : les précédentes causes majeures de mortalité, telles que les maladies infectieuses, frappant les personnes de tout âge et particulièrement les enfants, cèdent la place à des maladies chroniques liées plus étroitement à l'âge, avant tout cardio-vasculaires ou dues à des facteurs cancérogènes.

L'expérience accumulée dans le monde entier montre que la transition épidémiologique se déroule en deux temps. Lors de la première étape, des succès sont obtenus grâce aux efforts des autorités consacrés à la protection de la santé des individus. Cette stratégie repose sur des mesures prophylactiques à grande échelle, qui ne supposent pas une attitude responsable de la population elle-même (vaccination à grande échelle, contrôle sanitaire, etc.). C'est précisément grâce à une telle stratégie que l'URSS a obtenu de bons résultats : au début des années

<sup>4</sup> A.G. Višnevskij (dir.), *Demografičeskaâ modernizaciâ Rossii : 1900-2000* [La modernisation démographique de la Russie, 1900-2000], Moscou, Novoe Izdatelstvo, 2006, p. 445.

1960, elle a intégré le « top 30 » des pays où la mortalité était la moins élevée.

Vers le milieu des années 1960, le potentiel de cette stratégie a été épuisé dans les pays industrialisés. Ceux-ci sont alors passés à la seconde étape de la transition, qui a nécessité l'élaboration d'une nouvelle stratégie, centrée sur la réduction de la mortalité due à des affections d'origine non infectieuse (particulièrement les maladies cardio-vasculaires et le cancer) ainsi qu'aux accidents, aux actes de violence etc. Cette stratégie exigeait à la fois un rapport plus actif et plus responsable des individus à leur santé et des dépenses bien plus élevées pour la protection de la santé et les soins médicaux, ce qui, à son tour, a aussi augmenté la valeur sociale de la santé.

La plupart des pays développés sont parvenus, après une courte période de piétinement, à élaborer et mettre en œuvre une telle stratégie. En revanche, l'URSS n'a pas su trouver une réponse adéquate aux défis de l'époque, en échouant à créer les mécanismes adaptés à la nouvelle stratégie. La société russe, avant ou après l'effondrement de l'URSS, n'a pas su gérer la nouvelle étape de la transition épidémiologique, ni mettre en place des institutions et mécanismes efficaces capables d'enrayer les causes de la mortalité et les facteurs pathogènes. Le système de santé, à l'époque soviétique comme post-soviétique, s'est montré inefficace et insuffisamment pourvu en ressources. En outre, la santé ne semble pas faire partie des priorités étatiques et sociales, ce qui hypothèque la probabilité d'une percée dans ce domaine. La situation politique et économique du pays ne permet guère d'espérer, dans un avenir proche, des changements fondamentaux dont le système de santé a pourtant tant besoin.

La baisse de la mortalité en Russie est largement freinée par l'insuffisance des ressources allouées à la protection de la santé. Les pays qui, au cours des dernières décennies, ont réussi à faire baisser rapidement la mortalité et à augmenter l'espérance de vie doivent leurs succès à une hausse importante des dépenses publiques et privées destinées à protéger ou à restaurer la santé. En moyenne, les pays européens développés y consacrent de 8 à 10 % du PIB. Aux États-Unis, la part des dépenses de protection de la santé dans le PIB est passée d'environ 5 % en 1960 à 15,3 % en 2004<sup>5</sup>. Dans les pays d'Europe de l'Ouest, aux États-Unis et au Japon, les dépenses de santé par habitant en valeur absolue ont donc également augmenté. Plus le niveau de départ de ces dépenses était bas, et plus leur augmentation a été importante : par exemple, depuis les années 1970, elles ont été multipliées par neuf ou dix en Suède, au Danemark et aux Pays-Bas, et par quarante au Portugal.

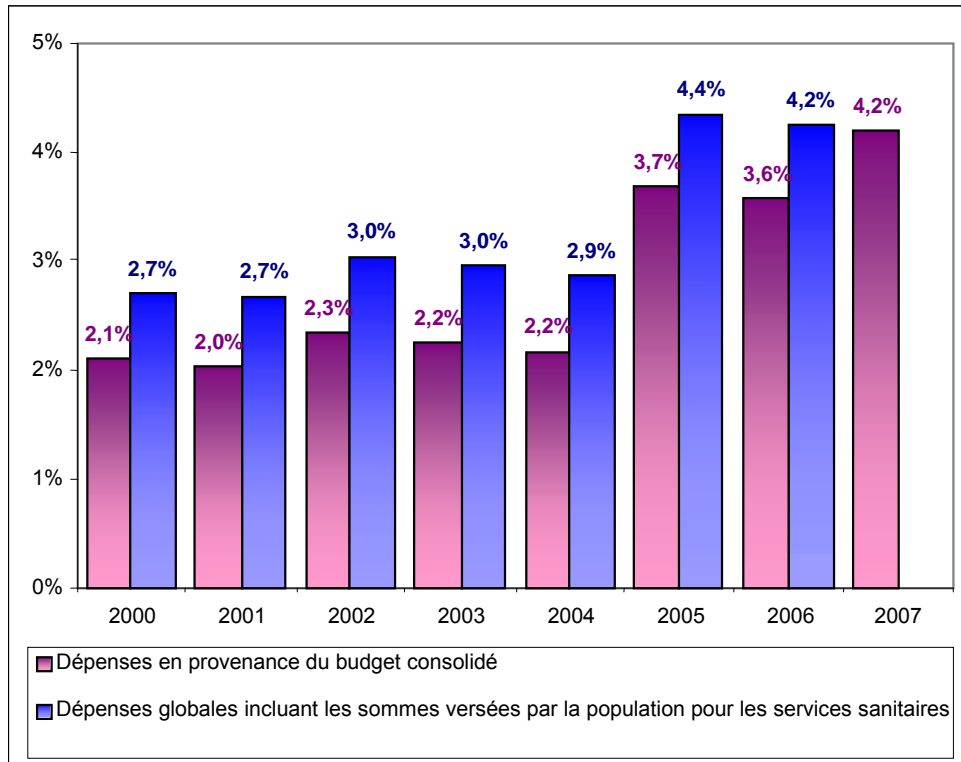
La Russie n'a pas suivi la même trajectoire. En 2006, les dépenses publiques en Russie pour la santé et la culture physique ont représenté 3,6 % du PIB ce qui correspond au niveau atteint par les États-Unis en 1980 (à quoi il faut ajouter des dépenses privées de l'ordre de 5,2 % du PIB, donc 8,8 % du PIB au total). En Russie, d'après les chiffres officiels, les dépenses de la population pour les services médicaux et sanitaires ne

---

<sup>5</sup> *Statistical Abstract of the United States 1996*, Washington, 1996, p. 111 ; *Statistical Abstract of the United States 2008*, table 1311.

se sont élevées en 2006 qu'à 0,7 % du PIB, ce qui fait passer le total des dépenses à 4,2 % du PIB. La part des dépenses de santé dans le PIB de la Russie connaît une légère hausse, perceptible depuis 2004 (gr. 4).

**Graphique 4. Part des dépenses de santé dans le PIB de la Russie**



Source : *Zdravoohranenie v Rossii 2005. Statističeskij sbornik* [La santé publique en Russie 2005. Annuaire statistique], Moscou, Rosstat, 2006 ; *Zdravoohranenie v Rossii 2007. Statističeskij sbornik* [La santé publique en Russie 2007. Annuaire statistique], Moscou, Rosstat, 2007.

Il n'en demeure pas moins que, jusqu'à présent, en comparaison des autres pays développés, les dépenses en valeur absolue consacrées à la santé en Russie sont relativement faibles. D'après l'Organisation mondiale de la santé (OMS), elles ont représenté, en 2005, 561 dollars par habitant en parité de pouvoir d'achat (PPA). Cela équivaut approximativement au niveau des pays européens au milieu des années 1970. Aujourd'hui, dans ces pays, les dépenses de santé par habitant sont quatre à six fois plus élevées.

L'insuffisance des dépenses de santé est une cause importante de la haute mortalité en Russie, mais d'autres facteurs entrent en considération. L'amélioration de l'espérance de vie des Russes est freinée par une situation socio-économique globalement défavorable ; par la faible importance de la santé et de la longévité dans l'échelle des valeurs de la société russe; et par l'absence d'une stratégie appropriée de lutte contre la mortalité prématurée. La population n'a toujours pas changé l'attitude passive qui consiste à accepter le paternalisme de l'État dans ce domaine contre une approche plus active et responsable au niveau individuel, consistant à veiller à des conditions de vie saines, à lutter contre les mauvaises habitudes, etc. La consommation excessive d'alcool conserve



un rôle mortifère de premier plan. Elle est la première responsable des caractéristiques les plus déplorables de la mortalité russe : l'importante mortalité des Russes adultes, surtout des hommes, à suite de maladies vasculaires ; et une mortalité excessivement élevée due à des « causes extérieures », à savoir les suicides, les accidents de la route, etc.

Aucun pays n'a réellement réussi à augmenter sa natalité et, dans ce domaine, la Russie ne se distingue pas spécialement des autres pays développés. Néanmoins, tandis que, dans de nombreux pays, la mortalité baisse et l'espérance de vie augmente, il n'en va pas de même en Russie. Elle ne tient pas la comparaison non seulement avec les pays développés, mais aussi avec de nombreux pays en développement, et les pronostics restent sombres. La très officielle « Conception de la politique démographique » adoptée en 2007 énonce l'objectif de parvenir d'ici à 2025 à une espérance de vie de 75 ans pour les deux sexes. De nombreux experts doutent que ce but puisse être atteint, alors que des dizaines de pays dans le monde ont déjà atteint et dépassé ce niveau. En 2007, plus de vingt pays avaient une espérance de vie masculine de plus de 75 ans (61,4 ans en Russie). Selon la prévision moyenne établie par l'ONU en 2006, l'espérance de vie des deux sexes dépassera les 80 ans en 2020-2025 dans une quarantaine de pays.

## Les trois étapes de la dépopulation

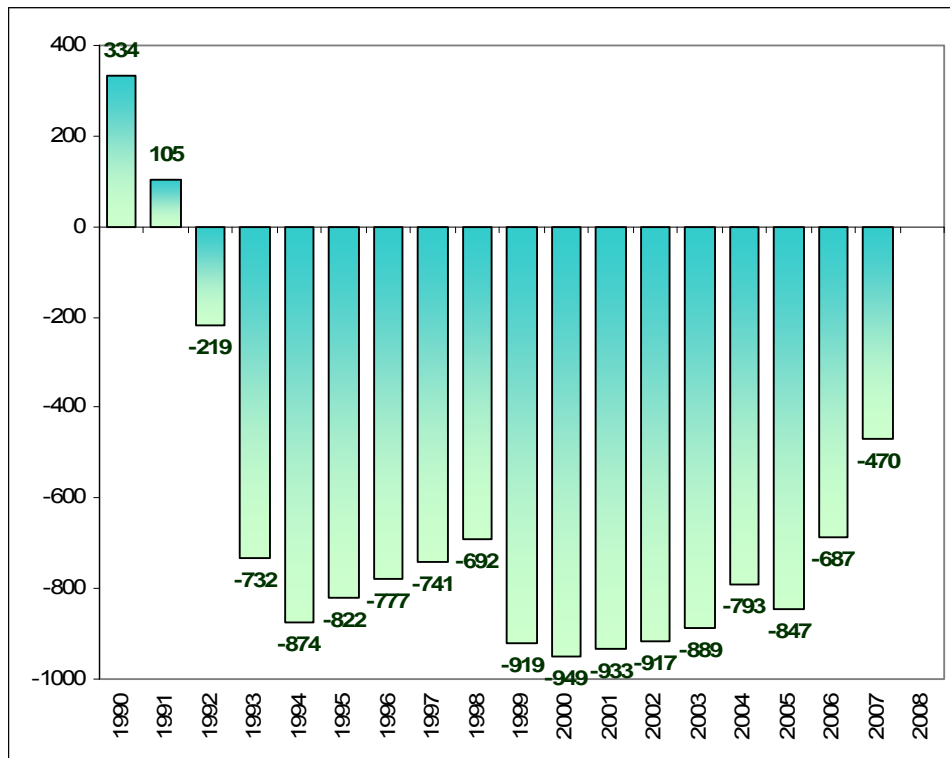
---

La baisse de la fécondité durable a conduit à ce que, dès le milieu des années 1960, elle n'a plus assuré le remplacement des générations et le taux net de reproduction est descendu au-dessous de 1 (graph. 1), ce qui a marqué le début de la crise démographique russe. La dépopulation peut se développer longtemps sous une forme latente, avec un maintien de l'accroissement naturel de la population qui n'est pourtant dû qu'à l'inertie, et qui n'est permis que par la croissance démographique contenu dans la structure par âges de la population. Ce potentiel limité s'épuise progressivement et, si la fécondité n'est pas à même d'assurer le renouvellement des générations pendant une durée suffisamment longue, la décroissement naturel de la population devient inévitable.

C'est précisément ce qui s'est produit en 1992, quand le nombre absolu des naissances en Russie est devenu inférieur au nombre des décès, à la suite de quoi le solde naturel de positif est devenu négatif. Le pays est entré dans la deuxième étape de la crise démographique : le passage d'une dépopulation latente à une dépopulation patente. En dix-sept ans (de 1992 à 2008), le solde négatif naturel s'est élevé à 12,6 millions de personnes, et même si la migration a partiellement compensé ce phénomène (6,0 millions de nouveaux venus), la Russie comptait 142 millions d'habitants en 2008 contre 148,6 début 1993. Cette deuxième étape de la crise, qui a démarré en 1992, avait une particularité qui en amortissait les effets. La population baissait, mais cette diminution s'accompagnait de l'amélioration de la répartition par tranches d'âge, puisque les générations actives – les plus importantes du point de vue économique, social ou démographique – se sont alors retrouvées proportionnellement plus nombreuses qu'auparavant. C'est ainsi que le pays a retiré de cette situation une sorte de « bonus démographique ».

Ce bonus s'est notamment manifesté dans la dynamique relativement favorable du décroissement naturel de la population. Pendant un certain temps, cette baisse a été rapide, mais à partir de 2001, un certain ralentissement s'est produit (comme on le voit bien sur le gr. 5). Certains (cf. note 1) considèrent que cette tendance est durable, et qu'elle permettra rapidement de mettre fin au solde négatif et de parvenir à un solde nul, voire positif. En réalité, cette tendance est temporaire et s'explique par les particularités de la pyramide des âges russe.

**Graphique 5. Solde naturel de la population de la Russie, 1990-2007, en milliers de personnes.**



Source : *Demografičeskij ežegodnik Rossii 2008* [Annuaire démographique de la Russie 2008], Moscou, Rosstat, 2008, p. 66.

Ces particularités ont suscité, au début des années 2000, deux changements structurels démographiquement favorables : l'augmentation du nombre de mères potentielles et le ralentissement de l'accroissement du nombre de personnes âgées.

Le premier de ces changements s'explique par l'augmentation du nombre de naissances dans les années 1980, qui a conduit à la hausse du nombre de femmes en âge de procréer à la fin des années 1990. Le nombre de femmes âgées de 15 à 50 ans est passé de 36,3 millions en 1992 à 40 millions en 2002-2003. Depuis, il a légèrement baissé, tout en demeurant élevé, plus élevé que jamais dans le passé.

Si l'on s'intéresse à une tranche d'âge plus étroite, celle qui contribue le plus à la natalité, à savoir les femmes âgées de 18 à 30 ans, qui représentent en général 75 à 80 % de la totalité des naissances, on s'aperçoit que leur nombre est passé de 11,9 millions en 1992 à 14,3 millions en 2007, soit une augmentation de 2,4 millions, ou 20 %. Ce phénomène a évidemment contribué à l'augmentation du nombre de naissances constatée après 1999.

Le second changement est dû au vieillissement, à partir de 2001, des générations peu nombreuses nées entre 1941 et 1945, qui ont atteint et dépassé l'âge de soixante ans. Par conséquent, entre 2001 et 2006, le nombre de personnes âgées de soixante ans et plus s'est réduit de 10 %, ce qui a, à son tour, fait baisser le nombre des décès. La conjonction de

ces deux changements structurels a réduit le décroissement naturel de la population.

L'effet de ce « bonus démographique » s'est également fait ressentir dans les domaines économique et social. Alors que la population totale du pays baissait, le nombre d'individus en âge de travailler (hommes âgés de 16 à 60 ans et femmes âgées de 16 à 55 ans) ne cessait d'augmenter : si en 1993, il était inférieur à 84 millions, il a dépassé la barre des 90 millions en 2006. Dans le même temps, le nombre d'enfants âgés de moins de 16 ans s'est nettement réduit, passant de 35,8 millions en 1992 à 22,7 millions en 2006. Quant au nombre de personnes en âge de retraite, il n'a pratiquement pas varié : il s'est maintenu à environ 29-30 millions d'individus, et était même légèrement inférieur en 2006 qu'en 2002.

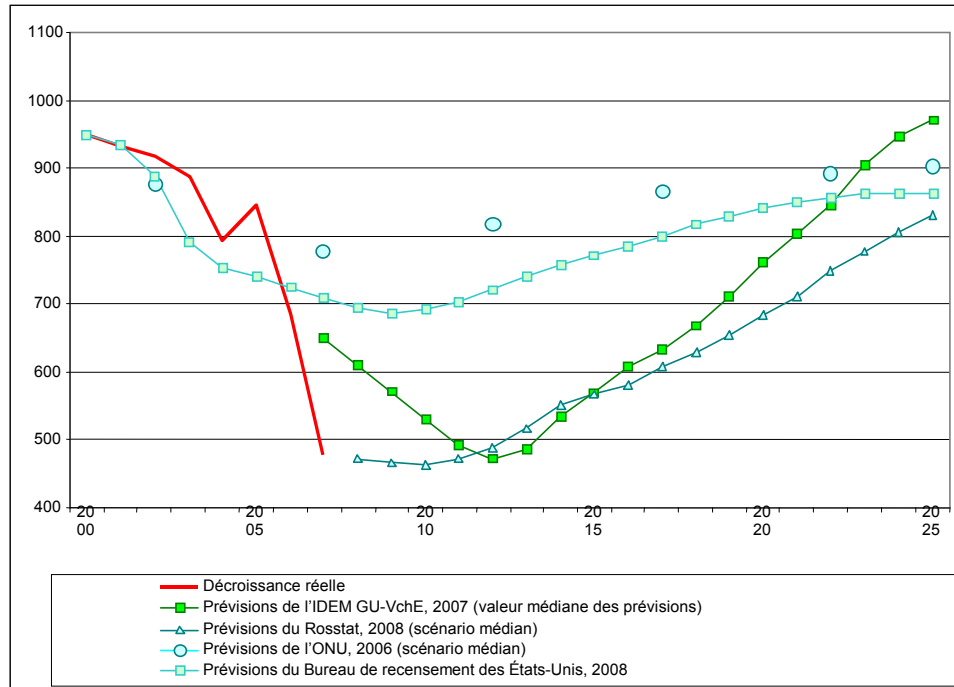
Par conséquent, la charge démographique sur la population active n'a cessé de baisser. En 1993, elle s'élevait à 771 personnes « à charge » (personnes trop jeunes ou trop âgées pour travailler) pour 1 000 actifs ; en 2006 elle était passée à 580 pour 1 000. Elle n'avait jamais été aussi basse auparavant. Naturellement, cela ne pouvait qu'avoir un effet favorable sur les dépenses sociales de l'État : dans la mesure où ces besoins dépendent de la répartition de la population par tranches d'âge, ils ont connu une baisse significative.

Cependant, la répartition de la population par tranches d'âge continue de changer et prend à présent un tour défavorable. Vers le milieu de la première décennie du XXI<sup>ème</sup> siècle, le développement démographique de la Russie s'est approché d'un nouveau tournant. Le pays est sur le point d'entrer dans la troisième étape de la crise démographique : à la différence de la période précédente, l'évolution de la répartition par tranches d'âge devient particulièrement défavorable et amplifie les effets néfastes du décroissement de la population.

Le passage d'une tendance positive à une tendance négative des changements dans la répartition de la population par âge prendra plusieurs années, mais ses premières manifestations se font déjà ressentir. Ainsi, à partir de 2004, le nombre de femmes en âge de procréer a commencé à baisser. En 2007, pour la première fois depuis longtemps, on a constaté une réduction du nombre de personnes en âge de travailler. Toutes les prévisions disponibles indiquent une confirmation de ces tendances dans les années à venir.

Les avantages structurels continueront à faire effet pendant encore un certain temps et contribueront notamment à freiner le décroissement naturel de la population. Mais vers 2012 le nombre de mères potentielles sera revenu à son niveau du début des années 1990, tandis que l'augmentation du nombre de personnes âgées va s'accélérer, du fait de l'arrivée à l'âge de retraite des générations de l'après-guerre, nées dans les années 1949-1960. Par conséquent, le décroissement naturel de la population va connaître une nouvelle accélération. Celle-ci peut être plus ou moins importante en fonction des efforts qui viseront, ces prochaines années, à faire baisser la mortalité et augmenter la fécondité. Il est cependant peu probable que la tendance globale au décroissement soit renversée (gr. 6).

**Graphique 6. Décroissement naturel de la population de la Russie selon diverses prévisions, 2000-2025, en milliers de personnes.**



Sources: *Demografičeskij ežegodnik Rossii 2008* [Annuaire démographique de la Russie 2008], Moscou, Goskomstat Rossii, 2008, p. 538 ; A.G. Višnevskij (dir.), « Demografičeskije perspektivy Rossii do 2050 g. » [Les perspectives démographiques de la Russie jusqu'à 2050], dans *Naselenie Rossii 2006. 14-ji ežegodnyj demografičeskij doklad*. [Population de la Russie 2006. 14<sup>e</sup> rapport démographique annuel], Éditions du GU-VchE, 2008, p. 273 ; UN Population Division. *World Population Prospects: The 2006 Revision*; U.S. Census Bureau, *International Data Base. Country Summary: Russia*.

Le scénario médian élaboré par le Rosstat en 2008 donne une idée de l'ampleur prévisible du décroissement : elle devrait parvenir en 2010 à un seuil minimum historique de 463 000 personnes, dépasser les 600 000 personnes dès 2017 et les 800 000 dès 2025. Au total, selon cette prévision, en dix-neuf années (de 2008 à 2025) le décroissement naturel de la population de la Russie s'élèvera à plus de 11 millions de personnes. D'autres prévisions annoncent une déperdition encore plus importante.

Cette nouvelle étape de la dépopulation aura en outre une influence néfaste sur la sphère économique. Le pays va subir à court terme une réduction brutale de sa population active. Si au cours des cinq ou six dernières décennies, celle-ci avait augmenté de manière continue, en dépit de quelques fluctuations, cette période de croissance est terminée. En 2006 et 2007, le nombre d'individus en âge de travailler a commencé à baisser ; d'après le scénario médian du Rosstat, la réduction de leur nombre représentera 14 millions de personnes entre 2009 et 2025.

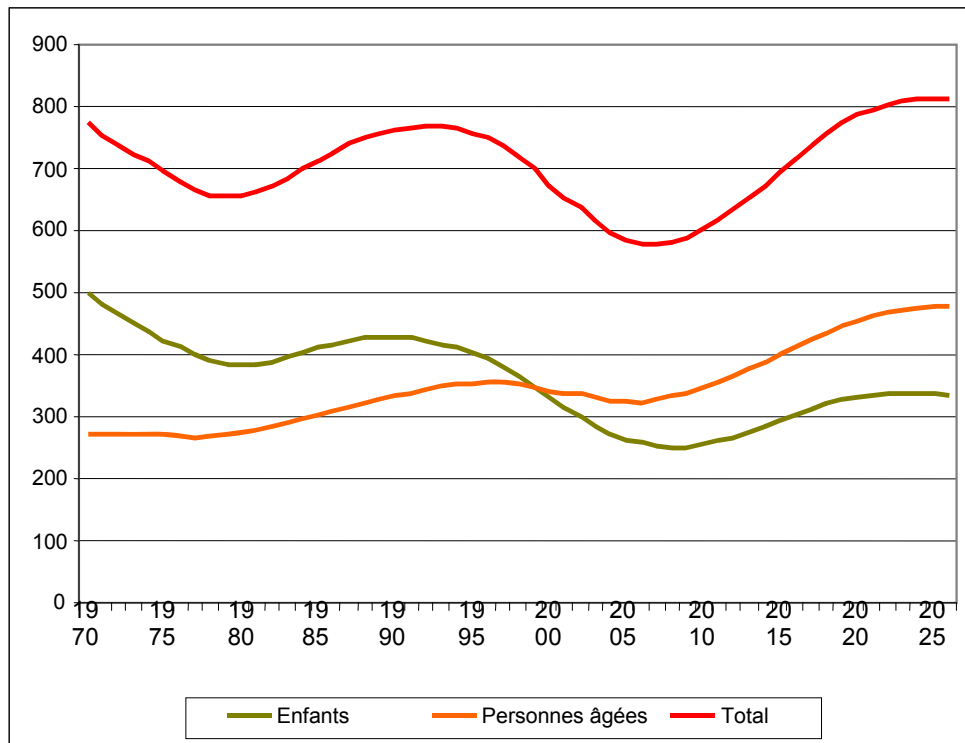
Le décroissement absolu de la population en âge de travailler va s'accompagner de la baisse de sa part relative dans la population et donc de l'augmentation de la « charge démographique » (nombre d'individus trop jeunes ou trop âgés pour travailler pour 1 000 actifs). Le nombre de retraités augmente : si depuis 1992, il était d'environ 29-30 millions, il

dépassera les 31 millions dès 2011, selon les prévisions de Rosstat, et, d'ici à 2025, il va encore augmenter d'environ 5 millions de personnes.

Dans le même temps, le nombre d'enfants et d'adolescents âgés de moins de 16 ans devrait aussi augmenter suite à l'augmentation de la natalité constatée depuis 1999. Ils n'étaient qu'un peu plus de 22 millions en 2008, soit moins qu'à n'importe quel moment du XX<sup>ème</sup> siècle. Il est probable que cette hausse sera limitée en importance et dans le temps. Le Rosstat prévoit qu'au début de la troisième décennie de ce siècle, le nombre d'enfants et d'adolescents approchera les 26 millions. Même si toutes les hypothèses les plus optimistes en matière de hausse de la natalité et de baisse de la mortalité venaient à se réaliser, en 2024-2026 le nombre d'enfants et d'adolescents ne pourra sans doute pas atteindre la barre des 30 millions (niveau de 2000). Toutefois, dans les 10 à 15 prochaines années, le nombre d'enfants et d'adolescents augmentera (avant de connaître une nouvelle baisse), ce qui contribuera à l'augmentation du nombre de « personnes à charge » et de la pression démographique sur chaque individu actif.

Le scénario médian établi par le Rosstat prévoit que le nombre total d'enfants et de personnes âgées pour 1 000 actifs passera de 578 (le minimum historique enregistré en 2007) à presque 700 en 2015 et 822 en 2025 (soit une augmentation de 20 % et 41 % respectivement). Et la part des personnes âgées dans la charge globale, qui n'était que d'environ 35 % en 1970, constituera désormais 55-60 %. Si le scénario le plus optimiste se produit, avec une hausse rapide de la natalité, la charge démographique globale en 2025 sera encore plus élevée : presque 880 personnes à charge pour 1 000 personnes en âge de travailler (gr. 7).

**Graphique 7. Charge démographique pour 1 000 actifs. Chiffres réels et prévisions du Rosstat (1970-2025).**



Source : *Demografičeskij ežegodnik Rossii 2008* [Annuaire démographique de la Russie 2008], Moscou, Goskomstat Rossii, 2008, p. 536.

Pour résumer, la Russie se trouve aujourd'hui confrontée à des défis très sérieux. Après une période où la dépopulation a été latente (1964-1991), elle a pris, à partir de 1992, la forme de décroissement naturel manifeste de la population, atténuée par les effets des « bonus démographiques ». À présent, elle entre dans une nouvelle phase où le « bonus démographique » est épuisé et le décroissement naturel de la population s'accompagne de changements structurels défavorables de la pyramide des âges.

## La migration

---

La migration constitue la troisième composante démographique qui attire beaucoup l'attention depuis ces dernières années, car la Russie se trouve à un moment charnière de son évolution démographique.

Le rôle de pays d'accueil n'est pas nouveau pour la Russie. Dès la deuxième moitié des années 1970 – à l'époque, il n'était question que d'échanges de populations entre les républiques de l'URSS –, la Russie, qui était auparavant une république « exportant » sa population, est devenue une terre d'accueil. L'immigration, d'une ampleur peu élevée, n'était pas perçue comme une source importante d'accroissement de la population. Cependant, les experts annonçaient depuis longtemps le décroissement naturel de la population de la Fédération de Russie. Des discussions animées portaient sur les projets visant à alimenter le « réservoir » démographique russe grâce à une migration en provenance des régions à main-d'œuvre excédentaire.

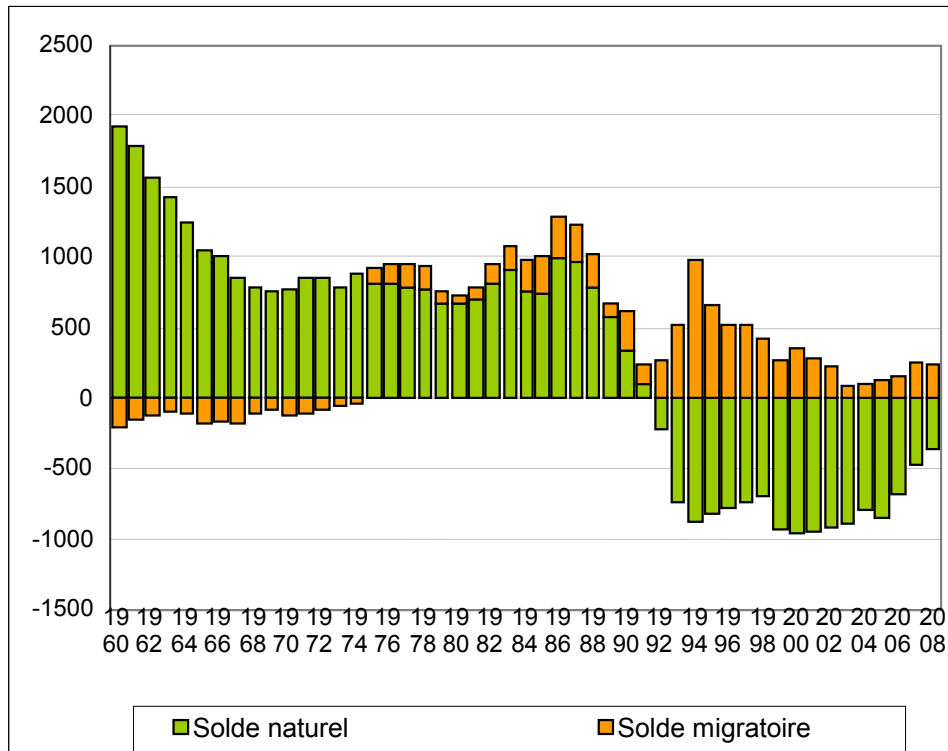
À l'époque, ces projets n'ont pas eu de suite. Les régions en pénurie de main-d'œuvre (Oural ou Sibérie) n'étaient pas réellement prêtes à accueillir une arrivée massive de migrants, tandis que la population des régions à main-d'œuvre excédentaire (Asie centrale) n'était pas suffisamment mobile pour partir. La Russie n'a pas connu d'afflux notable de migrants ni avant ni après la dissolution de l'URSS. L'augmentation du solde migratoire positif constatée dans la première partie des années 1990<sup>6</sup> ne s'explique pas par la hausse du nombre d'arrivants, mais par la baisse du nombre de départs de Russie. Ainsi, en 1995, le nombre de migrants arrivés en Russie a été équivalent à celui de 1989. En revanche, le nombre d'émigrants a été trois fois inférieur, ce qui a créé un solde migratoire positif pour la Russie et permis de compenser en partie le décroissement naturel de la population. Mais, par la suite, le solde migratoire s'est dégradé et l'immigration a progressivement perdu son rôle compensateur (gr. 8).

---

<sup>6</sup> Sur la période 1986-1990, la migration nette de la Russie a représenté un peu plus d'un million de personnes ; sur la période 1991-1995, ce chiffre a été deux fois plus élevé.



**Graphique 8. Composantes de l'augmentation ou de la baisse de la population de la Russie, 1960-2008, en milliers de personnes.**



Sources : *Demografičeskij ežegodnik Rossijskoj Federacii 1993* [Annuaire démographique de la Russie 1993], Moscou, 1994 ; *Demografičeskij ežegodnik Rossii 2008* [Annuaire démographique de la Russie 2008], Moscou, 2008 ; « Socialno-ekonomičeskoe položenie Rossii, âнвар'-dekabr' 2008 » [Situation économique et sociale de la Russie, janvier-décembre 2008], Rapport mensuel du Rosstat, Moscou, 2008.

Depuis quelques années, les flux migratoires vers la Russie se sont légèrement accrus, bien que les chiffres officiels ne tiennent compte que des migrants officiellement déclarés et enregistrés. Or, le bilan peut varier en fonction des règles et des pratiques de l'enregistrement, qui évoluent avec le temps. La récente augmentation des flux s'explique par la hausse du nombre de personnes qui ont été enregistrées sur leur lieu de résidence, alors que le nombre de personnes quittant la Russie connaît une baisse continue depuis le début des années 1990.

Les flux de migration vers la Russie sont alimentés par deux principaux canaux. D'une part, le retour en Russie de ses anciens habitants ou de leurs descendants qui s'étaient installés, à l'époque soviétique, dans les autres républiques, phénomène concernant principalement des Russes ethniques et d'autres peuples « de souche » (Tatars, Bachkirs, etc.) s'est accentué après l'effondrement de l'URSS. Ce « rapatriement » a représenté environ 80 % des flux migratoires vers la Russie entre 1989 et 2007. D'autre part, il y a l'immigration économique des ressortissants de pays pauvres et surpeuplés, dont les anciennes républiques soviétiques, particulièrement centre-asiatiques.

Au fur et à mesure que le potentiel de « rapatriement » de la migration s'épuise, tandis que l'immigration économique augmente,

l'équilibre entre ces deux canaux de migration tend à pencher en faveur du second, même si les statistiques le reflètent mal. Les indicateurs les plus souvent cités, présentés sur le graphique 8, concernent la migration enregistrée, principalement celle de « rapatriement », tandis que les immigrés économiques représentent l'immense majorité des clandestins, absents des décomptes officiels. Dans les faits, il y a longtemps que ce n'est plus le « rapatriement » qui représente le principal type de migration (comme c'était le cas dans les années 1990), mais précisément l'immigration économique, comparable à celle qui prévaut dans de nombreux pays développés européens et non-européens. La Russie s'apparente de plus en plus à ces pays d'accueil. Aujourd'hui, elle accueille des migrants en provenance non seulement de tous les pays de la CEI mais, aussi, des États d'Asie du Sud-Est et du Proche-Orient. En outre, elle sert de territoire de transit aux flux de migrations internationales. Il est probable que c'est précisément ce type d'immigration qui prédominera à l'avenir.

Aujourd'hui, la migration économique est souvent perçue comme une présence temporaire de travailleurs étrangers sur le marché de l'emploi russe. Cependant, l'expérience des autres pays, ainsi que la réalité démographique de la Russie, incite à penser qu'une partie au moins de cette migration temporaire peut devenir permanente. Étant donné que, à court et moyen termes, la Russie ne pourra sans doute pas conserver ni augmenter sa population grâce à son solde naturel, seule la migration est susceptible de contrecarrer dans une certaine mesure la tendance à la dépopulation.

Les documents officiels semblent partiellement pencher dans cette direction<sup>7</sup> : les niveaux de fécondité et de mortalité qui y sont prévus ne permettront pas de surmonter le décroissement naturel de la population, du moins dans les prochaines décennies. Pourtant, ces documents fixent comme objectif de « stabiliser la population à 142-143 millions de personnes d'ici à 2015 et [de] créer des conditions qui lui permettront de passer à 145 millions de personnes d'ici à 2025 »<sup>8</sup>. Il ne sera possible d'atteindre ce but qu'à condition de compenser le décroissement naturel par une immigration de masse. C'est pourquoi la « Conception de la politique démographique » énonce l'objectif d'assurer un solde migratoire annuel d'au moins 200 000 personnes d'ici à 2016 et d'au moins 300 000 en 2025. En réalité, ce niveau d'immigration prévu n'est pas suffisant puisque l'ampleur de l'immigration destinée à compenser le décroissement naturel dépend de l'ampleur de cette dernière ; or celle-ci va sans doute représenter, comme on le voit sur le graphique 6, une perte supérieure à 200 000 ou 300 000 personnes par an. En outre, les flux d'immigration sont censés équilibrer les départs du pays, qui ne sont pas complètement négligeables. Bref, même sans essayer d'estimer avec précision le besoin exact en immigrants, il apparaît clairement qu'il devrait s'agir de plusieurs centaines de milliers de personnes par an.

<sup>7</sup> Voir, par exemple : « Conception de la politique démographique de la Fédération de Russie jusqu'en 2015 », entérinée par l'arrêté n° 1270-r du chef du gouvernement de la Fédération de Russie, 24 septembre 2001 ; et « Conception de la politique démographique de la Fédération de Russie jusqu'en 2025 », *op. cit.* [2].

<sup>8</sup> « Conception de la politique démographique de la Fédération de Russie jusqu'en 2025 », *op. cit.* [2].

La Russie saura-t-elle s'assurer un tel afflux d'immigrés ? Aujourd'hui, cela semble peu probable. Il n'y a pas de consensus social dans le pays à propos de l'immigration. Seule l'idée de rapatriement des « concitoyens » est perçue plus ou moins positivement. Mais le potentiel de ce rapatriement est quasiment épuisé, et il ne suffira même pas à maintenir la population russe à son niveau actuel.

Pour l'heure, ces besoins ne sont réellement compris ni par la société russe, ni par les élites. Le pays ne dispose pas de politique d'accueil cohérente répondant à des objectifs démographiques à long terme. En outre, on voit se développer des sentiments « migrantophobes », qui compliquent l'élaboration et la mise en pratique d'une stratégie de long terme qui consisterait à utiliser les flux d'immigration pour combler le fossé démographique qui se creuse. Le besoin d'une telle stratégie sera certainement compris tôt ou tard, mais l'hostilité à l'égard des immigrés établie au sein de la population pourrait être un vrai obstacle à sa réalisation.

Naturellement, tout en admettant l'inéluctabilité et l'utilité de l'immigration pour la Russie, il convient de ne pas sous-estimer les risques et les menaces qu'elle comporte. L'immigration implique toujours plus de concurrence sur le marché du travail, des difficultés dans les relations inter-culturelles, des tensions sociales et, parfois, une menace d'irréductibilité (dans le cas russe, avant tout de la part de la Chine). Si l'on part du principe que, pour la Russie, la migration est un moindre mal, il faut réfléchir à une stratégie et une politique d'immigration qui comprendraient de solides dispositifs et mesures destinés à minimiser les inéluctables conséquences négatives de ce phénomène.

## Conclusion

---

La société russe n'a toujours pas pleinement pris conscience de la portée des défis démographiques qu'elle doit relever, bien qu'elle se montre de plus en plus préoccupée par la question de la démographie. Ce n'est pas un hasard si, dans l'adresse présidentielle à l'Assemblée fédérale du 10 mai 2006, Vladimir Poutine a qualifié cette question de « problème le plus pressant de la Russie actuelle ».

Même si les autorités ont officiellement reconnu l'acuité des problèmes démographiques et lancé plusieurs mesures destinées à améliorer la situation, une stratégie globale, cohérente et de long terme, capable de répondre aux défis qui se posent à la société et à l'État russes, reste encore à élaborer. Une telle stratégie doit se déployer dans deux directions principales :

– Premièrement, il faut influencer chacun des trois processus démographiques pour en réduire ou adoucir les conséquences négatives.

Il faut, en particulier, entreprendre tous les efforts nécessaires pour réduire la mortalité et augmenter l'espérance de vie par, notamment, la diffusion des valeurs d'un mode de vie sain.

Il convient également de développer la politique familiale, par la mise en place d'un climat social favorable à la naissance et à l'éducation de deux ou trois enfants par famille. Il serait néanmoins risqué de placer trop d'espérance en une politique démographique pro-nataliste : l'expérience de nombreux pays montre que l'impact de ces politiques sur la situation démographique globale reste limité.

Si les courbes de la natalité et de la mortalité évoluent dans le bon sens, le décroissement naturel de la population pourrait être réduite, mais il sera utopique d'espérer la disparition complète ou l'inversement de cette tendance négative à court et moyen termes.

Le moyen le plus efficace, ainsi que le plus risqué, de résoudre les problèmes démographiques russes est lié à la migration internationale. Un afflux massif d'immigrés en Russie est susceptible de compenser en grande partie le décroissement naturel de sa population et de réduire les tensions sur le marché du travail. Cependant, le danger est de voir ces effets positifs éclipsés par l'apparition de troubles socio-politiques et ethno-culturels. Toute stratégie de développement doit tenir compte du caractère ambivalent de l'immigration comme réponse au défi de la dépopulation. Il faut donc prévoir des mécanismes permettant de maintenir l'équilibre entre ses conséquences positives et négatives.

– Deuxièmement, il s'agit d'accepter que certaines tendances démographiques sont inéluctables et ne peuvent pas être influencées

efficacement. Par conséquent, il faut que la société s'adapte à ces nouveaux défis et que l'Etat et les institutions sociales évoluent en fonction.

Par exemple, aucun moyen ne permet de freiner le vieillissement démographique, qui reflète le passage inéluctable de l'ancienne pyramide des âges (formée dans les conditions d'une fécondité et d'une mortalité élevées) à une nouvelle répartition par âge (qui correspond à leurs niveaux actuels, beaucoup plus bas). La seule réponse efficace au défi que pose le vieillissement réside dans l'adaptation progressive de toutes les institutions sociales – sécurité sociale, système de santé publique, éducation, marché du travail, loisirs, etc. – aux exigences de la nouvelle pyramide des âges et de la nouvelle structure du cycle de vie des individus.

La mise en avant de ces deux principales réponses stratégiques aux défis démographiques permet de comprendre les deux types de problèmes, étroitement liés, que ces défis impliquent pour la société : le problème des « réparations » possibles et celui de l'adaptation à ce qui ne peut être réparé.

Ainsi, l'emploi de la migration internationale comme moyen de « réparation démographique » permet d'éliminer ou de réduire le déclin de la population, et d'améliorer la structure de la pyramide des âges ou la répartition de la population sur le territoire du pays. Mais pour que cet outil puisse réellement être déployé et apporter un impact positif, il est indispensable que la société russe accepte et s'adapte à son rôle nouveau et inhabituel pour le pays. La conscience collective, les institutions sociales et les administrations étatiques doivent toutes évoluer dans ce sens.

Récemment, la société et l'État ont commencé à s'intéresser davantage aux questions démographiques. Mais ce n'est que le début du chemin. Il est certain que la crise économique mondiale va ralentir la progression dans cette direction. Élaborer et appliquer une stratégie efficace permettant de répondre aux défis démographiques est un problème extrêmement complexe. Pour le résoudre, il faut la conjonction d'au moins trois facteurs : la volonté politique, les ressources économiques et le savoir. L'absence d'un seul de ces maillons condamnerait à l'échec la totalité du projet. Pour l'heure, ces trois facteurs ne sont pas réellement réunis. Aucun ne répond suffisamment à l'importance et à la complexité des défis que le pays doit relever. Même si elle suscite plus d'intérêt que par le passé, la question démographique n'occupe toujours pas une place appropriée dans les priorités de la société et de l'État. L'importance qu'on lui accorde aujourd'hui est encore loin de celle que mérite le « problème le plus pressant de la Russie actuelle ».